

Conseil d'administration - séance du 26 novembre 2021
Affaires générales
Subvention 2022 au comité social et économique (CSE)
Délibération n°2021/026

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code du travail, son article L 2315-61 relatif à la subvention de fonctionnement versée par l'employeur au comité social et économique ;

Vu le décret n°90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France modifié par les décrets n°2006-1131 du 8 septembre 2006, n°2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1736 du 29 décembre 2014 et n°2021-1061 du 06 août 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 28 octobre 2021 portant nomination du directeur général par intérim de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France ;

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France approuvé par délibération du conseil d'administration du 13 Mars 2020 ;

Vu la délibération n°2019/093 du conseil d'administration du 29 novembre 2019 portant approbation du volet général (objectifs stratégiques et financiers) du programme pluriannuel d'intervention pour la période 2020-2024 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 26 novembre 2021 approuvant le budget de l'Etablissement pour l'année 2022 ;

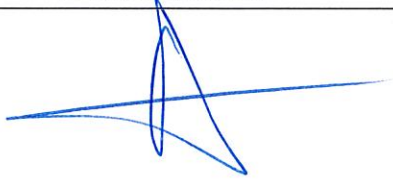
L'instance délibérante de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France,
sur proposition du président,

- Autorise le versement au comité économique et social de l'établissement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour l'année 2022 correspondant à 0,20 % de la masse salariale brute ;
- Autorise le versement, au comité économique et social de l'établissement, d'une subvention annuelle d'un montant de 20 564 euros pour l'année 2022, destinée aux activités sociales et culturelles ;

Le directeur général par intérim

Le président du conseil d'administration

Slimane BOUAKIL

A blue ink signature of Slimane BOUAKIL, consisting of a stylized 'S' and 'B' with a horizontal line extending to the right.

Salvatore CASTIGLIONE

A blue ink signature of Salvatore CASTIGLIONE, featuring a complex, cursive script with a long, sweeping tail.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France <http://epf-hdf.fr> et sera également consultable, ainsi que toutes pièces s'y rapportant, au siège de l'établissement situé 594 avenue Willy Brandt à Lille.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 Lille par courrier recommandé ou via l'application télérécourse citoyen disponible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de l'Etablissement public foncier de Hauts-de-France (R 421-1 code de justice administrative).

Elle peut, dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France.

L'absence de réponse de l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France au terme d'un délai de 2 mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet dudit recours.

En cas de rejet explicite ou implicite du recours gracieux par l'Etablissement Public Foncier de Hauts-de-France, un recours contentieux pourra être exercé devant le tribunal administratif de Lille (ou Amiens selon le cas) selon les modalités ci-dessus rappelées et ce, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du rejet explicite ou de la naissance de la décision implicite de rejet.